

« LA LANGUE DE LA RÉPUBLIQUE EST LE FRANÇAIS »

Alain Bentolila linguiste, professeur à l'Université Paris Descartes

Publié le 23 Juin 2016



L'histoire a traité de façon très inégale les différentes langues de notre pays. Le français a ainsi confisqué à son seul usage les cercles officiels de la communication, chassant du même coup d'autres langues de ces lieux de pouvoir. C'est le cas du breton, du basque, de l'occitan, du corse, du créole...

Tous ces instruments de communication minorés, que l'on nomme à tort *dialectes* ou *patois*, sont en fait des langues qui ont « manqué de chance ». Elles possèdent tout comme la langue française des structures syntaxiques et lexicales qui leur assurent un égal potentiel de communication, mais il fut décidé de les sacrifier au nom d'un idéal républicain : « une langue, une école, une armée ». Injustice arbitraire ? Non ! Ce fut au contraire une décision pertinente. Élire le français comme notre langue commune fut en effet un choix de rassemblement. Éduquer en français fut une décision de partage culturel et d'égalité des chances. Défendre la nation en français fut un facteur de mixité sociale.

***Une langue, une école, une armée. Défendre la nation en français fut un facteur de mixité sociale.***

## **Un usage de familiarité et de proximité**

Exclues des champs de la communication institutionnelle, privées de fonction de promotion sociale, les langues régionales ont ainsi été, et sont encore, cantonnées à un usage de familiarité et de proximité. Elles portent aujourd'hui, dans leur vocabulaire et même dans leurs structures syntaxiques, les traces de la marginalisation qu'elles ont subie. On peut certes le regretter mais rappelons que chaque langue renvoie la meilleure réponse possible aux besoins de communication qu'on lui concède. Faut-il donc tenter de redresser les torts de l'histoire ? Faut-il, au nom du respect des spécificités culturelles et linguistiques (le droit sacré à la diversité linguistique), faire de ces langues, jusqu'ici cantonnées à un usage de familiarité, les outils de l'administration et de l'enseignement ? Ou bien, au nom du réalisme, de l'efficacité et du bon sens, convient-il d'imposer le français, comme seule langue de l'État dans toutes les écoles, les tribunaux et les institutions de la République et en faire le ciment

de notre identité nationale ? Cette seconde option est sans aucun doute la plus pertinente. Cependant, ce choix nous impose en retour de favoriser dans le milieu associatif un apprentissage des langues régionales et à promouvoir sans frilosité les valeurs culturelles qu'elles portent.

*Une langue minorée ne pourrait voir son statut changer qu'au rythme de l'évolution du peuple qui la parle.*

Mais gardons-nous de légiférer en matière d'usage linguistique. En aucun cas un décret instaurant par exemple l'usage d'une langue minorée à l'école n'aura le pouvoir d'effacer les inégalités que les aléas de l'histoire ont instaurées entre les langues dans la vie sociale et économique de la France. C'est bien mal connaître les langues que de croire que l'on peut ainsi modifier leur hiérarchie en décrétant leur officialisation du jour au lendemain. Une langue minorée ne pourrait voir son statut changer qu'au rythme de l'évolution du peuple qui la parle. Elle ne développerait de nouvelles formes orales, elle ne déploierait une écriture que si lui étaient honnêtement proposés de nouveaux défis de communication.

*Nous devons avant tout permettre de distribuer de façon équitable le pouvoir de communication de tous les citoyens. Élire le français comme notre langue commune fut un choix de rassemblement. Éduquer en français fut une décision de partage culturel et d'égalité des chances.*

Une langue déteste qu'on lui concède un statut de papier qui ne correspondrait pas à de vrais territoires sociaux, culturels, économiques... qu'on l'inviterait alors à conquérir. Alors, et alors seulement, elle créerait les mots capables de dire ce monde jusque-là confisqué. Si l'introduction de la langue catalane dans les écoles de l'Autonomie fut légitime et juste, c'est parce qu'elle était l'aboutissement d'un processus de transformation politique, administrative et sociale. La création d'isolats scolaires en Bretagne, en Occitanie ou ailleurs ne se justifie ni sur le plan pédagogique (la plupart des élèves ont pour langue maternelle le français) ni sur le plan social (la langue de promotion est le français). Il s'agit d'une revendication identitaire qui ne concerne d'ailleurs qu'une minorité d'enfants plutôt favorisés.

## **Une identité nationale heureuse**

Au-delà des discours qui prônent légitimement le respect des identités linguistiques et culturelles, nous devons avant tout permettre de distribuer de façon équitable le pouvoir de communication de tous les citoyens. Or ce pouvoir qui permet à tous de se défendre également contre la tromperie, les mensonges et l'exploitation, c'est en français qu'il s'exerce et doit s'exercer dans notre pays. Seule la langue française forte et partagée autorise une identité nationale plurielle. Ce qui donne sens à la construction d'une identité nationale honorable ne peut pas se réduire à une uniformité de façade acceptée de force par les uns et respectée de mauvais gré par les autres. Car seuls la rancœur et le mépris seraient au rendez-vous de cette détestable cohabitation.

## *Seule la langue française forte et partagée autorise une identité nationale plurielle.*

Partager une identité nationale, ce n'est pas recevoir la carte d'un club au sein duquel tout le monde partagerait les mêmes idées, la même culture, la même confession. L'identité nationale ne se résume pas seulement à des croyances et à des savoirs communs auxquels les uns se raccrochent et que les autres font semblant (de moins en moins d'ailleurs) d'accepter. C'est au contraire une promesse que prononcent tous ceux qui vivent sur le même sol : *nul ne sera évincé du cercle de mes paroles, nul ne sera exclu de ma volonté de le comprendre.* L'identité nationale que tous nous devons construire, c'est l'appartenance à une communauté partageant la maîtrise d'une même langue, et construisant ainsi une intelligence collective fondée non sur un consensus imposé, mais sur un constant dialogue, ferme et respectueux.

## *L'identité nationale que tous nous devons construire, c'est l'appartenance à une communauté partageant la maîtrise d'une même langue, construisant une intelligence collective fondée sur un constant dialogue.*

Cette construction collective suppose que tous ceux qui vivent sur notre sol, d'où qu'ils viennent, puissent porter avec conviction leurs pensées vers les autres sans les agresser, mais avec la ferme intention d'être compris ! Qu'ils soient en retour capables de recevoir la réflexion des autres au seuil de leur intelligence sans a priori, sans préjugés, et... sans fausse complaisance ! C'est ainsi que l'on peut espérer partager *une identité nationale heureuse.* Sans cet effort individuel et collectif, le défaut des mots, le refus de l'échange, la quête éperdue de l'uniformité enverra ainsi chacun retrouver les siens dans un cocon douillet de connivence identitaire et les conduira à rejeter ceux qui n'ont pas les mêmes croyances, les mêmes opinions, les mêmes préjugés.

*À tous ceux qui vivent dans le même pays, nous avons chacun la responsabilité d'apprendre à parler juste et à comprendre précisément.*

## **Insécurité linguistique**

À tous ceux qui vivent dans le même pays que nous, nous avons chacun, au coin de votre rue, la responsabilité d'apprendre à parler juste et à comprendre précisément. J'appelle donc à une *solidarité linguistique* qui compenserait le renoncement d'un état qui ne remplit pas cette mission pourtant essentielle envers les nouveaux arrivants. Et ne venez pas me dire que « l'important c'est de les loger et de leur donner à manger » ! La plus sûre garantie de leur autonomie c'est de les aider à maîtriser la langue française ; et je dis bien « maîtriser » et non « baragouiner ». Car nous avons depuis trop longtemps accepté avec une complaisance coupable que le problème inquiétant de l'insécurité linguistique de certains soit balayée par un slogan d'une extrême correction politique : *Chacun parle comme il l'entend, chacun écrit comme cela lui chante.* Nous leur devons au contraire le meilleur de notre langue.

***J'appelle à une solidarité linguistique envers les nouveaux arrivants : la plus sûre garantie de leur autonomie, c'est de les aider à maîtriser la langue.***

Ce n'est en effet ni dans le foisonnement de « particularismes langagiers » qui stigmatisent plus qu'ils ne rassemblent, ni dans la défense d'une langue pure et statique qui exclut, que réside la chance d'une identité nationale heureuse. Si nous voulons vraiment donner une chance au *vivre ensemble* (expression ressassée jusqu'à l'écoeurement), il faut que nous défendions mordicus le droit de tous ceux qui vivent en France, d'où qu'ils viennent, d'expliquer, d'argumenter, de convaincre et aussi de comprendre un discours ou un texte avec autant de bienveillance que de vigilance. Sans ces capacités, les « nouveaux-venus » n'auront aucune autonomie, ne développeront aucune d'initiative, ne seront pas capables de résistance, et l'identité nationale ne sera qu'une amère supercherie.

***Sans effort de solidarité, les inégalités linguistiques déferont de plus en plus notre tissu social et exacerberont les communautarismes.***

Cette francophonie dont on se gargarise, construisons-la donc d'abord en France ; elle constitue une urgence et une priorité. Elle a un prix, certes : celui de l'engagement de tous. Mais sans cet effort de dévouement et de solidarité, les inégalités linguistiques, que les gouvernements de droite et de gauche tolèrent avec trop complaisance, déferont de plus en plus notre tissu social et exacerberont les communautarismes. Un citoyen privé de réel pouvoir linguistique, en difficulté de conceptualisation et d'argumentation, ne pourra pas prendre une distance propice à la réflexion et à l'analyse et être ainsi capable de vigilance et de résistance contre toutes les manipulations.

---

Seule une maîtrise partagée de la langue française donnera à tous le désir et l'ambition de ne considérer aucune différence comme infranchissable, aucune divergence comme inexplicable, aucune appartenance comme un ghetto identitaire. Devenons tous des militants de notre langue commune et nous donnerons enfin un sens honorable à l'identité nationale : *tous, citoyens libres et responsables d'une République de diversité, rassemblée par la grâce du verbe.*

[http://www.communication-publique.fr/articles\\_pp/%e2%80%af-la-langue-de-republique-francais%e2%80%af/](http://www.communication-publique.fr/articles_pp/%e2%80%af-la-langue-de-republique-francais%e2%80%af/)